

peu près la même chose que l'honorable député de Kootenay-Ouest. Je me suis rendu compte que bien des gens, que je respecte et qui, chose étrange, avaient des vues politiques conservatrices, se sont dits d'avis que Berlin ne valait pas le moindre risque. Pourquoi nous intéresserions-nous à un petit point de la mappemonde situé à 110 milles derrière le rideau de fer, au nord de la Tchécoslovaquie, tout près de la frontière polonaise? Ce n'est pas sans intérêt que j'ai noté que les tenants de cette thèse étaient des anciens combattants de la première ou de la seconde guerre mondiale, la plupart de la première. J'ai alors pensé que la haine des années passées et l'épreuve de la guerre ont, dans une certaine mesure, imprégné et influencé notre manière d'envisager la question.

J'ai aussi entendu d'autres avis, notamment celui de l'ingénieur d'une importante industrie de ma ville. Il a laissé entendre qu'il serait possible d'attaquer de front, en proposant, par l'entremise de puissances comme la nôtre, de constituer à Berlin un quartier général auxiliaire des Nations Unies. J'ai entendu un certain nombre de participants au concours clos d'échecs qui s'est déroulé la semaine dernière au Canada dire «Non, Berlin est d'importance vitale». Nous connaissons l'Europe centrale ainsi que la réaction de bon nombre de gens vivant derrière le rideau de fer en cas d'abandon de nos positions actuelles à Berlin. Tous ces éléments exercent à l'heure actuelle sur nous une certaine influence. Nous ne pouvons nous empêcher de nous rappeler les diverses démarches pacifiques entreprises avant la seconde guerre mondiale afin d'établir la sécurité, mais qui, loin d'atteindre ce but, nous ont, au contraire, précipités dans une guerre de grande envergure. Compte tenu de toutes ces choses, il faut bien nous dire que nous n'avons pas d'autre choix et que nous devons donner tout notre appui à ceux qui cherchent à protéger Berlin contre toute attaque.

D'autre part, soyons justes et raisonnables, ayons l'esprit plus ouvert que ne l'ont eu jusqu'ici nos grands amis et parents de l'autre côté de notre frontière méridionale. Je donnerai maintenant lecture d'un passage tiré d'un article du docteur Louis Fischer, intitulé: «L'antagonisme soviéto-américain». Cet article date de juillet 1959.

Ces dix dernières années, un million d'Allemands de l'Est se sont échappés pour se rendre à Berlin-Ouest. En 1958 seulement, 240,000 Allemands de l'Est se sont réfugiés à Berlin-Ouest. Nous connaissons ces chiffres, parce que, dès leur arrivée à Berlin-Ouest, ces réfugiés s'inscrivent pour recevoir des secours et des frais de transport vers l'Allemagne de l'Ouest; on peut ainsi les compter. Des fugitifs de 1958, 200 étaient professeurs d'université; 3,100 étaient instituteurs, et 1,200 médecins, dentistes et vétérinaires. On dit que l'Allemagne de l'Est a recruté des médecins tchèques et polonais pour ses hôpitaux. L'exode de l'Allemagne de l'Est en

passant par Berlin-Ouest se poursuit au rythme de 20,000 par mois.

Ce flot de talent humain ne draine pas seulement l'Allemagne de l'Est qui compte 17 millions d'habitants, mais constitue la pire sorte de propagande anti-communiste dans le monde entier. Elle bouleverse la stabilité du régime allemand de l'Est. La faculté de s'échapper est une liberté et un régime totalitaire ne peut la tolérer.

C'est pourquoi Khrouchtchev souhaite fermer la brèche par où s'échappent ces gens; il veut réparer ainsi la déchirure faite dans le rideau de fer.

L'auteur, qu'on a appelé un grand spécialiste en ce domaine, et qui a donné des conférences à New-York, nous dit que la situation est devenue très grave du point de vue des Russes. C'est ce qu'il faut reconnaître. Au cours des deux dernières années, la situation s'est sans doute aggravée à leurs yeux.

Un peu plus loin, l'article relève une autre chose que nous pourrions considérer comme intéressante. Je soulignerai à nouveau que l'auteur parle de la situation qui se présentait il y a deux ans. Il dit ceci:

Les puissances occidentales ne se retireront pas de Berlin-Ouest. Certains s'effraient de cette perspective. Mais il ne faudrait pas s'abandonner à la panique. Staline a essayé de prendre Berlin-Ouest en 1948; et lorsque le pont aérien occidental l'en a empêché, il a abandonné la partie. Les communistes chinois ont essayé de saisir Quemoy et Matsu, auxquels ils ont d'ailleurs droit, à mon avis; mais quand ils se sont heurtés à une certaine opposition, ils s'en sont abstenus. Khrouchtchev a créé, en février 1958, la crise turco-syrienne dans son laboratoire d'essai. Mais quand personne n'a sourcillé, il n'a rien entrepris. Au moment de la crise de Suez, Moscou a menacé de lancer des missiles sur la Grande-Bretagne. Si l'on considère le moment où a été formulée cette menace, la date où elle a été faite, ainsi que les circonstances, je crois qu'il s'agissait d'un bluff. En tout cas, quand les Américains ont, effectivement, débarqué au Liban, les Soviétiques n'ont pas réagi.

Je dirais donc, monsieur le président, que si nous restons fermes, il n'y aura peut-être pas de guerre. En tout cas, il faut rester fermes. D'autre part, nous devons nous rendre compte que le problème est grave, qu'il a toujours irrité une grande puissance, c'est-à-dire l'Union soviétique. Cette même situation a certainement irrité aussi certains Allemands, alors qu'elle était une source de grande satisfaction pour bon nombre d'autres. Le Canada est peut-être le pays qui pourrait envisager la question avec plus de souplesse que ne peut le faire une grande puissance, comme les États-Unis. Cette pénétration, si proche de la Pologne, et s'étendant au nord de la Tchécoslovaquie, pourrait constituer une occasion extraordinaire. La seule façon de sortir de cette épouvantable situation qu'est la guerre froide, c'est d'user de clairvoyance, et d'une clairvoyance telle qu'elle n'occasionnera pas d'ennuis et de bouleversements, mais permettra éventuellement d'en arriver à des